

Conjoncture agricole

Le premier semestre 2015 a été marqué par des difficultés économiques et financières croissantes pour plusieurs filières d'élevage (viande bovine, porcine et lait de vache). Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce contexte difficile pour l'élevage :

- effets de l'embargo russe,
- contraction de l'économie chinoise et plus globalement mondiale,
- instabilité des marchés financiers.

Les conditions climatiques sèches et chaudes de l'été 2015 ont par ailleurs aggravé ces difficultés en limitant la production fourragère.

L'automne n'a pas vu d'amélioration de ce contexte.

La filière porcine s'est encore plus enfoncée dans la crise avec une surproduction européenne qui fait plonger les prix, et pas d'amélioration en vue d'ici 2016.

La filière laitière est également confrontée à une envolée des volumes dans les pays du nord de l'Europe qui pèse sur le marché européen et mondial. Malgré une amélioration récente des cours mondiaux des produits industriels, la situation reste tendue car les niveaux de stocks sont élevés en particulier en Chine.

Quant à la viande bovine, elle reste dépendante d'une consommation française morose et d'un niveau encore élevé des réformes laitières en Europe. Le marché du JB connaît néanmoins une amélioration récente grâce à une demande allemande en hausse. Quant au maigre, il subit les effets de la FCO sur les échanges d'animaux.

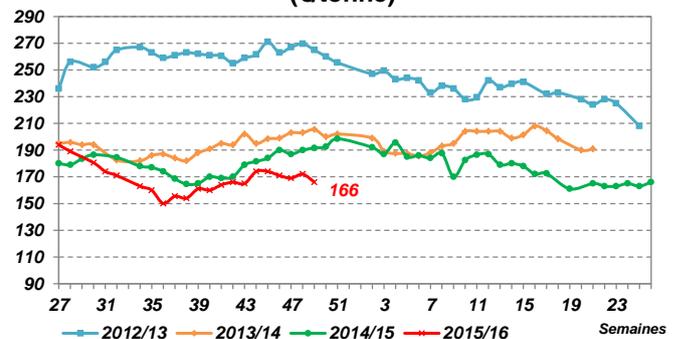
La volaille semble mieux tirer son épingle du jeu, particulièrement dans notre région qui gagne des parts de marché, mais les importations de volailles standard continuent malgré tout à progresser.

Grandes cultures : pression baissière sur les prix

Céréales : lourdeur des fondamentaux

Après une forte baisse du cours des céréales par suite du bon niveau de la récolte mondiale et des stocks, les prix se sont redressés à partir de septembre en raison des inquiétudes climatiques chez les principaux exportateurs (USA, Mer Noire, Australie). Mais la concurrence entre exportateurs est forte. Les exportateurs français de blé ont dû concéder des diminutions de prix pour remporter les appels d'offres sur le bassin méditerranéen. En revanche, avec un coût du fret très faible, de nouveaux débouchés asiatiques se sont ouverts à eux (Indonésie). Un doublement des stocks de clôture français est prévu à moins que les exportations ne se révèlent très dynamiques cet hiver quand les blés d'origine Mer Noire seront moins disponibles. Le prix du blé à la Pallice s'est établi à 166 €/t en semaine 49.

Cotations du blé tendre Rendu La Pallice (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

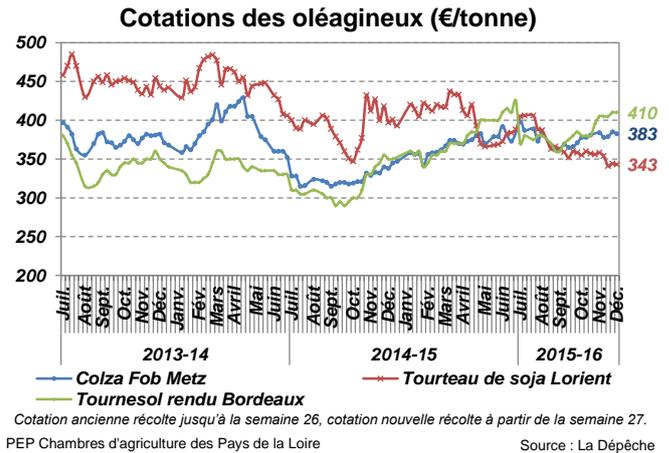
La récolte de maïs dans l'UE et en France est en forte diminution après le niveau exceptionnel de l'année dernière, mais au plan mondial elle figure au troisième rang des meilleures récoltes. Les stocks mondiaux sont record. Le blé bon marché concurrence le maïs dans l'alimentation animale et entraîne le prix du maïs dans son sillage. Globalement, le niveau élevé des stocks de report devrait continuer à modérer les cours des matières premières végétales pour les éleveurs.

Oléagineux et tourteaux : bonne récolte américaine de soja

Le cours du tourteau de soja reste bas en raison du bon niveau de la récolte des USA et de la baisse de la demande chinoise : il se situe à 343 €/t en semaine 49.

Le prix du colza se maintient mieux en raison d'une production mondiale en recul de 10 %.

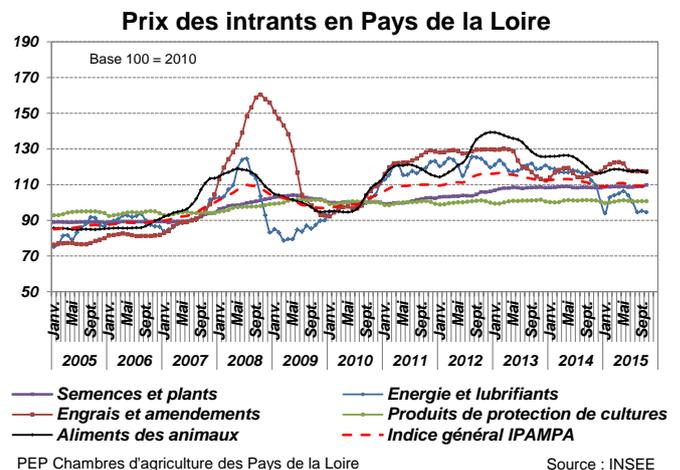
Quant au tournesol, il connaît lui aussi une amélioration de son prix par suite des récoltes en baisse par rapport à 2014.



Intrants : des prix qui demeurent à un niveau élevé

Alors que les prix du lait, de la viande bovine et du porc sont inférieurs à ceux des années précédentes, les prix des intrants restent élevés, même s'ils se sont tassés depuis le début de l'année par suite du recul du prix de l'énergie.

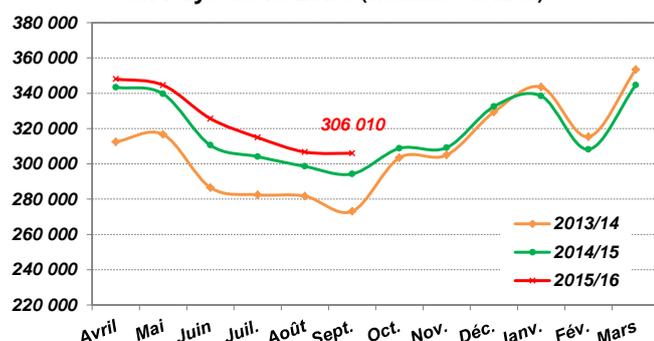
La baisse des cours des matières premières végétales a assez peu impacté le prix de l'aliment du bétail qui est resté stable.



Lait de vache : retour progressif à l'équilibre des marchés mondiaux mais niveau encore élevé des stocks

Volumes : progression de la collecte régionale

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source Agreste

Sur les 6 premiers mois de la campagne, la collecte ligérienne de lait dépasse de 2,9 % son niveau de 2014/15.

Cette évolution diffère nettement d'un département à l'autre. Alors que la collecte laitière mayennaise est stable, elle progresse légèrement en Sarthe (+0,5 %) et en Loire-Atlantique (+2,3 %). La hausse est un peu plus marquée en Vendée (+3,8 %) et très nette en Maine-et-Loire (+9,4 %). Ces différences s'expliquent notamment par le fait que la collecte avait déjà fortement progressé en 2014/15 en Mayenne (et en Vendée les années précédentes), contrairement au Maine-et-Loire.

Au plan national, la collecte s'est tassée sous l'effet de la baisse du prix du lait et du déficit estival de production fourragère: elle progresse de 0,4 % en cumul depuis le début de la campagne.

Cette évolution modérée de la collecte laitière française contraste avec celle des autres pays européens, qui enregistrent de fortes augmentations sur la même période : +4,9 % en Allemagne, +7,6 % au Royaume-Uni, +7,8 % aux Pays-Bas, +3,3 % en Pologne.

Cette dynamique de la collecte européenne (+4,5 % sur les 5 premiers mois de la campagne) contribue de façon non négligeable au déséquilibre du marché mondial, aux côtés de la Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis qui ont également accru leurs livraisons. On note toutefois une progression beaucoup moins marquée de la collecte mondiale depuis quelques mois, ce qui a permis un redressement du prix des produits industriels.

Prix : en forte baisse par rapport à 2014/15

Bien que le prix des produits industriels enregistre une progression depuis quelques semaines, la répercussion sur le prix payé aux producteurs ne sera pas immédiate car les stocks sont importants dans l'UE, ainsi qu'en Chine.

Cette dernière avait en effet fortement augmenté ses approvisionnements début 2014 dans une période de baisse de la consommation intérieure (pour des raisons économiques). Les stocks chinois sont donc élevés et seront remis sur le marché jusqu'en 2016 selon la Commission européenne.

Les enchères sur la plateforme néo-zélandaise GlobalDairyTrade, qui sont un indicateur des tendances du marché mondial, annoncent une nouvelle dégradation à venir.

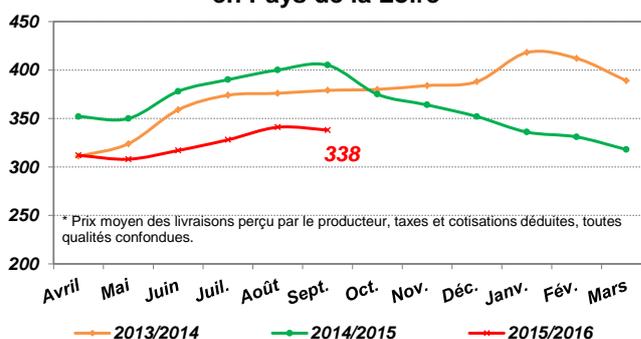
En Pays de la Loire, le prix payé au producteur s'est établi à 338 €/t en septembre 2015, en recul de 67 €/tonne par rapport à 2014 (soit -16,6 % ; baisse équivalente en moyenne depuis le début de l'année

par rapport à 2014), ce qui met à mal la trésorerie des exploitations, en particulier celles qui ont investi ou accru leur cheptel récemment.

Selon les données nationales, le prix du lait standard s'établirait à 320 €/t en septembre et évoluerait autour de 310 € sur la fin de l'année (source : Observatoire revue PLM).

Dans les autres pays européens, le prix du lait est également en recul de 10 à 20 % sur un an : il se situe à 261 €/1 000 l en septembre en Allemagne, 325 € aux Pays Bas, 323 € au Royaume-Uni.

Evolution mensuelle du prix* du lait (€/1000 L) en Pays de la Loire



* Prix moyen des livraisons perçu par le producteur, taxes et cotisations déduites, toutes qualités confondues. Depuis janvier 2014, le mode de calcul du prix moyen évolue. Il est désormais calculé à partir du prix payé aux producteurs de la région (prix de livraison), il était auparavant calculé à partir du prix moyen payé par les collecteurs de la région (prix de collecte). Les prix moyens calculés depuis janvier 2014 ne sont donc pas directement comparables avec ceux des mois précédents.

PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Agreste

Lait de chèvre : marché porteur mais reprise difficile après 2 années très défavorables

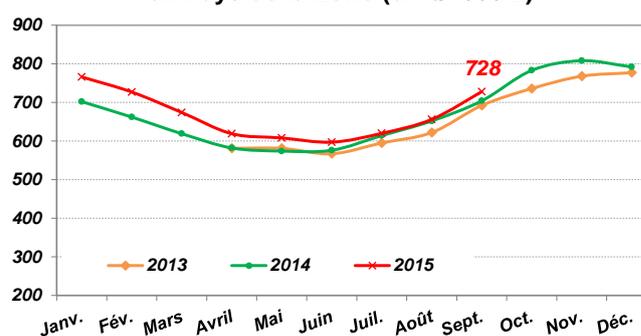
Au niveau national, la collecte cumulée de lait de chèvre de janvier à septembre enregistre une réduction de 0,5 % par rapport à 2014, avec toutefois une croissance sur les deux derniers mois. Après avoir nettement augmenté en 2014 (+10 % / 2013), les importations se réduisent fortement en 2015 (-10,4 % sur les 9 premiers mois). Malgré, cette baisse de disponibilités, les fabrications de fromage de chèvre ont progressé de 7,2 % sur la même période. Ainsi, les stocks de produits de report se sont réduits (-9,4 % pour le caillé).

En Pays de la Loire, les livraisons sont stables par rapport à la campagne précédente. La collecte a progressé de 3 % en août dans le département de la Vendée, principal producteur sur la région, pour se stabiliser ensuite en septembre.

Les prix se maintiennent à un bon niveau : 728 €/t en septembre, supérieur à celui de la campagne

précédente : +5,4 % en cumul depuis le début de la l'année.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1000 L)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

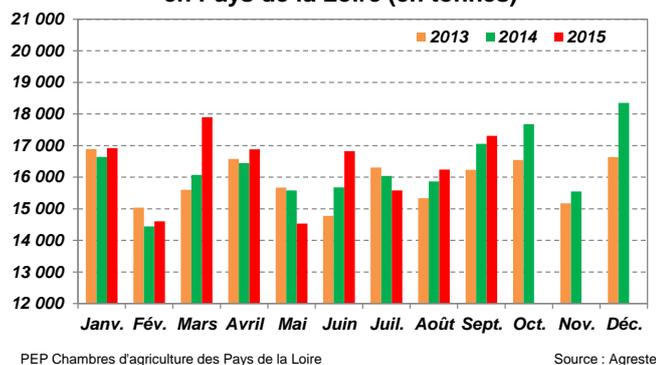
Source : Agreste

Viande bovine : évolutions contrastées des prix entre vaches et JB

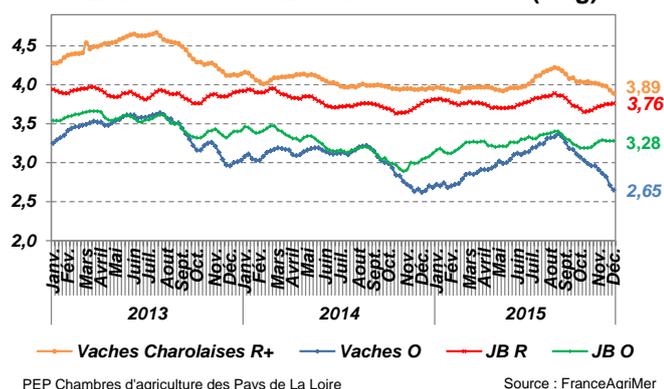
Sur les 8 premiers mois de 2015, les abattages régionaux de gros bovins sont stables avec des évolutions contrastées entre les abattages de réformes en progression de 4,8 % et ceux des JB en baisse de 6 %.

En France, la consommation est morose (baisse de 3 % des achats des ménages en septembre par rapport à 2014) sauf en haché et surgelé (+2 %).

Abattages de gros bovins en Pays de la Loire (en tonnes)



Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



Vaches : des prix en recul suite à l'abondance des réformes

La consommation morose pèse sur les prix dans un contexte de réformes laitières abondantes en France ainsi que dans le Sud et l'Est de l'UE (contrairement aux pays du nord dont les réformes reculent). La Pologne a réformé des animaux suite à la sécheresse. Les sorties de vaches sont également abondantes en Espagne et en Italie.

Les cours des vaches fléchissent ainsi depuis septembre en France, tout en restant supérieurs au niveau de 2014.

En semaine 49, la cotation de la vache R+ se situe à 3,89 € en race charolaise (-1,6 % par rapport 2014), et celle de la vache O à 2,65 € (+1,1 % sur 2014).

Jeunes bovins : les cours s'améliorent avec la demande allemande

La reprise saisonnière des cours des JB arrive tardivement cette année, car le marché a été alourdi par la baisse des achats grecs cet été.

Après une légère progression au début de l'été, les prix des JB se sont repliés à partir de la mi-août puis ils ont repris depuis la mi-octobre pour atteindre en semaine 49, 3,28€/kg pour le JB O et 3,76 € pour le JB R.

Depuis le début de l'année, les ventes sont dynamiques vers l'Allemagne qui connaît une bonne demande intérieure en viande de jeune bovin alors que sa production enregistre une baisse. En septembre, les achats allemands ont progressé de 21 % par rapport à 2014.

Les achats italiens ont également légèrement repris en septembre (+5 %) alors qu'ils étaient en baisse depuis le début de l'année du fait d'une concurrence croissante de la Pologne (mais celle-ci a subi une forte sécheresse estivale).

Les exportations sont par contre toujours ralenties vers la Grèce, alors qu'elle est notre deuxième client derrière l'Italie, avec des achats complémentaires entre ces deux pays (avants pour la Grèce, arrières pour l'Italie).

Maigres : le marché est toujours perturbé par la FCO

L'offre française de brouillards est actuellement abondante suite à la rétention des animaux imposée par la vaccination contre la FCO.

Les turcs, dont la demande était dynamique jusqu'alors, ont stoppé leurs achats car ils refusent les animaux vaccinés contre la FCO (des négociations sont en cours pour une reprise). L'Italie, notre principal client, retarde ses achats.

Si bien que les cours fléchissent et devraient rester sous pression jusqu'à la fin de l'année pour les animaux lourds.

Quant aux exportations d'animaux plus légers, elles dépendent d'un accord avec la Turquie sur les conditions sanitaires.

Veaux de boucherie : amélioration des cours

Alors que les cotations s'étaient fortement effritées par suite d'un surcroît d'offre face à une demande morose cet été, elles ont progressé cet automne grâce à l'opération « Festival du veau » qui a relancé la consommation.

La cotation du veau Rosé clair a retrouvé son niveau de l'année dernière, tout en restant néanmoins inférieure de 6 % au niveau de 2013.

Le prix des veaux de 8 jours a subi le contrecoup de la FCO qui, en limitant les mouvements d'animaux, a accentué la baisse saisonnière des cours.

Ceux-ci se sont stabilisés récemment grâce à la reprise des exportations vers l'Espagne.

Viande ovine : le recul de la consommation pèse sur les prix

Début novembre, le prix de l'agneau français est inférieur de 3 % à ses niveaux de 2013 et 2014.

La baisse de consommation est en grande partie en cause, avec un recul de 9 % en cumul depuis janvier, qui s'explique par la hausse des prix à la consommation (+3 %) dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat.

Parmi les autres facteurs de baisse des prix à la production figurent la moindre valorisation du cinquième quartier et la pression des importations sur les prix (origine : Nouvelle Zélande, Irlande et Royaume-Uni).

Viande porcine: la filière française en grande difficulté

L'offre de viande porcine sur le marché français est relativement stable par rapport à l'année dernière. Dans le grand Ouest, selon les statistiques d'Uniporc, le nombre de porcs abattus est identique mais on constate une augmentation des poids de carcasse de l'ordre de 2 kg par suite de la rétention dans les élevages.

Dans le même temps, la production européenne suit une tendance haussière (estimée à +3 % sur l'année 2015) principalement due à la hausse de la production espagnole (+6,6 %). Cette progression des volumes produits, alors que l'embargo russe est maintenu, pèse sur les cours dans la plupart des pays européens : la baisse du prix se situe entre -10 et -12 % sur 10 mois dans l'UE.

L'accroissement des exportations européennes vers les pays tiers en particulier Chine et Japon (+5,3 % en volume sur 8 mois) n'a pas suffi à absorber l'excédent d'offre.

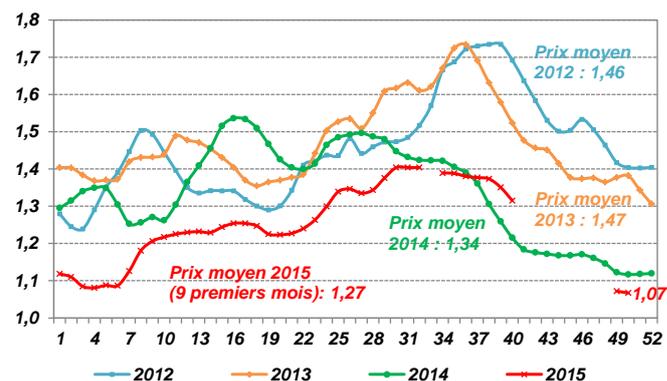
En France, le MPB a cessé de publier ses cotations entre le 8 octobre et le premier décembre suite au retrait des opérateurs. La reprise des cotations début décembre annonce un prix tombé à 1,07 €/kg, qui se

rapproche désormais des autres cotations européennes.

De nombreux élevages sont en difficulté, en France et dans les autres pays européens, mais les enquêtes cheptel de mi 2015 annoncent une baisse très modérée des effectifs de truies en Europe (-0,6 %), si bien que la production risque de se maintenir début 2016.

Cette évolution est d'autant plus inquiétante que la consommation est morose en France.

Cotations du porc cadran breton (en €/kg)



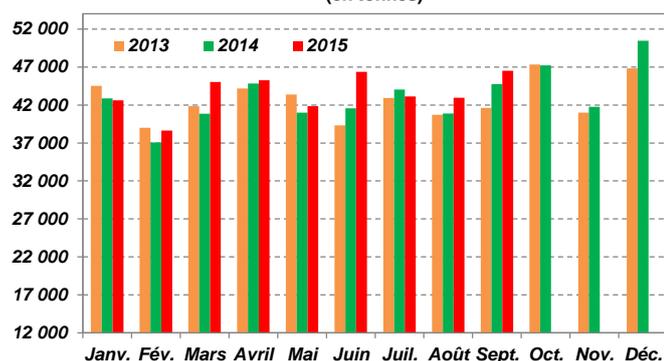
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : IFIP d'après MPB

Volailles de chair : un premier semestre contrasté

Sur les 9 premiers mois de l'année, les abattages régionaux de volailles sont en hausse de près de 4 %, portés par une activité dynamique en poulet (+6 %). En revanche les abattages de dindes sont en recul de 2 %. Les abattages de canard progressent modérément (+1,5 %) tandis qu'en pintade l'activité est soutenue (+6 %).

Abattages de volailles en Pays de la Loire (en tonnes)



PEP Chambres d'agriculture PdL

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

Les mêmes tendances s'observent au niveau national avec une progression de 2 % des abattages de volailles sur 8 mois (dont +4,7 % en poulets et -4,2 % en dindes).

Sur 9 mois, la consommation calculée par bilan progresse de 2 % portée par la consommation de poulet. La consommation de dinde est stable. Les ménages continuent de privilégier les découpes de poulet, les produits élaborés et la charcuterie de

volaille. Les achats de poulet entier se replient de 3,7 % sur 10 mois.

En ce qui concerne les échanges sur les 10 premiers mois de l'année, les exportations ont légèrement diminué vers nos clients européens (-0,5 %) malgré une forte activité vers l'Espagne. Elles ont progressé les Pays-tiers (+1 %) en raison d'une parité euro/dollar favorable. Elles ont été particulièrement dynamiques vers l'Arabie Saoudite (+11 %) et certains pays d'Afrique sub-saharienne (+16 %). Néanmoins le solde commercial se dégrade à nouveau par suite de la progression des importations de poulets en provenance du Royaume-Uni et de Pologne. Cette dernière, premier producteur de l'UE depuis 2014, a accru ses abattages de 13 % au premier semestre 2015.

Depuis fin novembre, treize foyers d'influenza aviaire sont apparus dans cinq départements du Sud-Ouest de la France (Dordogne, Landes, Gers, Haute-Vienne et Pyrénées-Atlantiques). Des arrêtés d'interdiction d'exportation d'oiseaux vivants, d'œufs à couvrir et de poussins d'un jour à partir des territoires touchés, ont été pris. Une douzaine de pays d'Afrique (Afrique du Sud, Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte), d'Asie (Chine, Corée du Sud, Hong-Kong, Japon, Taïwan, Vietnam) et l'Ukraine, ont en outre, pris des mesures d'interdiction plus ou moins étendue d'importation de viande de volailles françaises. Les principaux clients de la France ne figurent pas dans cette liste et l'ensemble de ces pays représente environ 5% des exportations françaises de volaille.

Arboriculture : optimisme très prudent des producteurs de pommes de table

La récolte 2015 vient de se terminer : globalement de qualité avec de la coloration et du bon calibre. La récolte est en forte progression par rapport à 2014, +7 % en France et sans doute du même ordre de grandeur en Pays de la Loire. La récolte 2014 était toutefois une petite récolte localement. Les variétés tardives ont bénéficié des dernières pluies.

Le marché actuel est un peu contrasté : l'exportation d'une façon générale est très active, Grande Bretagne, Espagne, Belgique, marchés maritimes (Moyen-Orient, Asie du Sud-Est) par contre le marché intérieur peine à démarrer en terme de volumes d'activités. Les entreprises sont donc en attente forte sur le marché intérieur français. Le marché industrie est redevenu plus calme en raison de la qualité intrinsèque des fruits 2015.

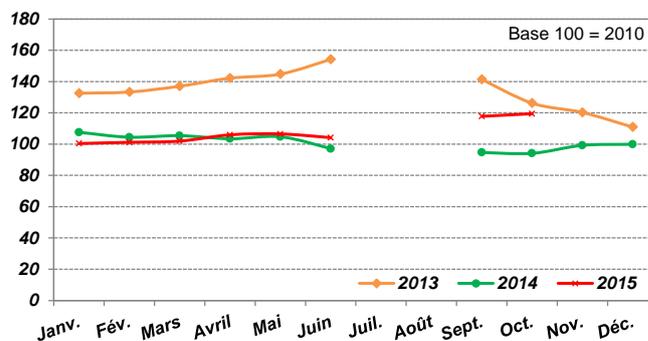
Les cours pratiqués sont supérieurs de 0,12 à 0,13 € à ceux de la campagne précédente. Dans le détail, le marché pourrait être divisé en 3 segments :

- les marchés des variétés de « Club », Pink Lady en tête qui marchent très fort en terme de valorisation pour les producteurs,

- les variétés de terroir ou de niche, type Belchard ou Reine des reinettes qui fonctionnent bien,
- les variétés basiques (Golden, Granny ou Braeburn) qui sont à la peine.

La situation des producteurs et des organisations économiques de la filière dépend donc de leur implication relative sur ces marchés (segmentation et débouchés).

Evolution indicielle du prix de vente de la pomme de table en Pays de la Loire



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : INSEE

Horticulture et pépinières : mieux en horticulture, les pépinières en recherche de solutions

Pour 2014, selon le panel TNS cofinancé par FranceAgrimer et Val'hor pour 2014, le marché de l'ensemble des végétaux qui a atteint en France plus de 3 milliards d'euros continue d'être en baisse avec un recul de 2,3 % en valeur et de 6,4 % en volume par rapport à l'année 2013. Ce recul touche l'ensemble des segments de végétaux d'ornement. En volume, les tendances diffèrent cependant avec un recul marqué des végétaux d'extérieur (-9,3 % par rapport à 2013).

L'observatoire structurel des entreprises dans la production (FranceAgriMer) va également dans le même sens :

- un chiffre d'affaire horticole cumulé en réduction de 4,3% sur 2 ans,
- un chiffre d'affaire production en réduction de 10,1 % sur la même période ; le développement de l'activité négoce (17,1 % du CA en 2014) compensant la réduction de la partie production.

Dans les faits, le printemps 2015 a été favorable aux marchés des végétaux. Si l'activité a été satisfaisante

pour les horticulteurs, les pépiniéristes ont vécu une fois encore une campagne décevante.

Cet automne, la fréquentation des jardinerie a été faible, le chiffre d'affaires des producteurs s'en trouve moins pénalisé.

Certaines entreprises réduisent les mises en production pour éviter de détruire, les résultats financiers sont de fait pénalisés.

Les acteurs de la filière ne désarment pourtant pas. Plaisir de jardiner et simplifier l'utilisation des plantes, un enjeu essentiel de la filière pour inverser cette tendance du marché.

Ainsi, les pépinières Minier, filiale du groupe Terrena ont annoncées en octobre 2015, un partenariat autour de l'émission télévisée de Stéphane Marie. Dès janvier 2016, les particuliers pourront retrouver dans les jardinerie en exclusivité sur la collection d'arbres et d'arbustes, l'offre des Pépinières Minier identifiée par un cache-pot « Silence ça pousse ». Les particuliers pourront faire appel à un coach paysagiste à travers un site pour les accompagner jusqu'à leurs jardins.

Légumes : les serristes se sentent plus rassurés

En légumes de plein champ, la saison de mâche n'en est qu'à ses débuts. Celle des poireaux d'automne-hiver est bien entamée pour les producteurs de la région, plus présents sur les marchés en automne. Les prix de ce début de saison sont meilleurs que ceux des deux années précédentes, grâce surtout à une demande plus soutenue. Sur les étals, les laitues

et chicorées viennent en cette saison du sud de la France. Depuis le mois de juin, les cours sont également en progrès sur ceux des années précédentes à cause d'une réduction de la production. Ces prix ont attiré en France un supplément d'importations qui a creusé un peu plus le déficit annuel.

C'est la fin de la saison pour les productions de tomates et concombres sous serres. Les craintes de grosse perturbation de marché suite à l'embargo russe se sont estompées. Comme en 2014, c'est à partir du mois d'août et surtout septembre, que le prix des tomates a été le plus favorable, à cause de volumes réduits. Les volumes sur toute l'année 2015 sont pourtant estimés en progrès de 1 % en France, mais pas dans notre région (-2 %). La Bretagne (+3 %) et surtout le sud-ouest (+12 %) ont connu

une amélioration supérieure de leurs rendements. C'est l'inverse pour le concombre : notre région affiche +14 %, grâce à des rendements en hausse alors qu'ils ont nettement baissé dans l'est, limitant la hausse à 3 % pour la France entière. Les prix du concombre ont été élevés tout l'été car face à une demande régulière, la production (et les importations) ont manqué. La baisse de fin de saison (octobre) est intervenue sur des volumes plus réduits.

Viticulture : les mêmes contrastes subsistent

La nouvelle récolte est désormais en cave. Les rendements dans la région sont estimés en hausse autour de 5 %, pour un bon niveau de qualité. A la veille des mises en vente du nouveau millésime (avancée du 15 au premier décembre pour plusieurs appellations), la demande des marchés est restée portée par les tendances de la campagne précédente dont on dresse les bilans. Au niveau national, il se confirme que les rosés sont devenus les vins d'été des couples et des familles. Leurs ventes en grande surface ont augmenté de 1 % en volume et 3 % en prix sur 2014/15. Les producteurs régionaux de rosés « d'appellation » continuent de surfer activement sur cette vague.

Les fines bulles d'Anjou profitent aussi de la demande de vins effervescents dans les grandes surfaces, avec des prix moyens pour les raisins et moûts qui ont progressé par rapport à 2014 pour des volumes comparables mis en marché. Le Crémant de Loire est, selon les données recueillies par FranceAgriMer sur 2014, l'appellation de vins effervescents la plus dynamique en France, hors Champagnes. Le marché des vins de cépage du Val de Loire conserve également ses bonnes orientations, sauf pour les rosés.

En vente directe, les volumes ont dans l'ensemble un peu plus fléchi au cours de la dernière campagne, que

pour les ventes au négoce. Mais ce sont surtout les appellations qui ont manqué de volume qui semblent concernées.

Sur les marchés à l'export, les USA qui étaient devenus il y a peu le premier pays acheteur des vins de Loire en valeur, sont en train de le devenir également en volume. La baisse de l'euro par rapport au dollar facilite le commerce en ce sens. Pour tous les vins de la région, les taux de croissance sur ce marché au cours des derniers mois sont significatifs. C'est plus difficile vers la Chine (ralentissement), et la Norvège (baisse des matières premières) qui étaient et restent de petits clients. Sur l'ensemble des marchés d'exportation au cours des 8 premiers mois de l'année, le taux de progression est de 4,5 %, malgré un recul de 3 % des volumes commercialisés.

Cette amélioration des marchés à l'export a aussi bénéficié aux Muscadets (plus 10 % de volumes exportés sur 8 mois), mais depuis la rentrée, les ventes aux négociants sont à nouveau devenues plus difficiles, pour le Muscadet comme pour le Gros Plant. La réorganisation d'Interloire (interprofession des vins du Val de Loire) donne aux acteurs du vignoble nantais l'occasion d'une nouvelle réflexion sur la stratégie de promotion et de communication pour l'appellation.



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
développement agricole et rural



Contacts Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire
<http://www.paysdelaloire.chambagri.fr/menu/economie/sommaire-economie.html>

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57
Michel BLOURDE Tél. 02 41 96 75 05
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Mail : michel.blourde@maine-et-loire.chambagri.fr (Angers)
Mail : gilles.lemaignan@loire-atlantique.chambagri.fr (Nantes)
Mail : eliane.moret@mayenne.chambagri.fr (Laval)
Mail : pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr (Le Mans)